



SPARC

Soutenir le Pastoralisme et
l'Agriculture durant les Crises
Récurrentes et Prolongées

Septembre 2023

RÉSUMÉ

NOTES TECHNIQUES ET POLITIQUES SUR LE FINANCEMENT CLIMATIQUE

Comblen les lacunes de la politique climatique de l'UEMOA en Afrique de l'Ouest en matière de financement climatique

Abdrahmane Wane et Maguette Kairé

Motivation

Les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) - qui comprennent le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo - restent parmi les nations les plus exposées aux impacts du changement climatique. Dans le même temps, ces pays sont parmi les plus faibles émetteurs au niveau mondial. Des investissements importants dans les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique sont nécessaires pour surmonter cette inégalité structurelle et pour équilibrer les financements requis par les pays de l'UEMOA avec les volumes disponibles et accessibles.

Objectif

Des lacunes et des défis existent dans la quantification des besoins pour le financement des actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dans la région de l'UEMOA. Cela est dû à l'absence de vérification standard et de méthodologies communes, au manque de données quantitatives, à la forte variabilité des coûts d'atténuation, à l'insuffisance des investissements du secteur privé, à la faible capacité locale à améliorer les conditions socio-économiques et un environnement peu propice. Il est donc urgent d'établir une approche standard pour mesurer les besoins de financement climatique.

Approche et méthodes

Sur la base des stratégies des bailleurs de fonds qui tendent à être étroitement liées à la vulnérabilité au changement climatique et à la fragilité des états, nous avons choisi de mener une analyse différenciée des questions de financement climatique en nous concentrant sur trois niveaux : l'ensemble de la région de l'UEMOA, les pays côtiers et les pays sahéliens de l'UEMOA. Nous avons procédé à une revue approfondie de la littérature et au traitement des données sur le financement climatique disponibles dans les bases de données nationales, régionales et internationales. Une présentation publique et des discussions informelles avec plusieurs parties prenantes lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 27) en Egypte ont permis de développer et d'affiner notre analyse différenciée.

Résultats de l'étude

L'étude confirme que les pays de l'UEMOA couvrent des territoires parmi les plus exposés au réchauffement climatique tout en contribuant seulement à hauteur de 0,54 % aux émissions mondiales de CO₂. Les besoins en financement climatique de l'UEMOA s'élèvent à 7,9 milliards de dollars par an, soit 35,5 % des besoins de l'Afrique de l'Ouest et 3,2 % de ceux de l'ensemble du continent. Cependant, les flux de financement climatique vers la région de l'UEMOA ne s'élevaient qu'à 3,5 milliards de dollars en 2020, ce qui laisse un large fossé à combler. Une perspective agroécologique montre que les interventions souhaitées dans les pays côtiers se concentrent davantage sur l'atténuation (57 % des besoins) et que celles des pays sahéliens s'intéressent aux questions liées à l'adaptation (53 % des besoins). Pour combler les lacunes en matière de financement climatique, les pays de l'UEMOA doivent parvenir à une compréhension commune de ce qui constitue un soutien adéquat. Ils doivent également renforcer leurs cadres institutionnels et politiques en matière de financement climatique, accroître la mobilisation des ressources au niveau national, améliorer l'accès au financement climatique international et mettre en œuvre des actions climatiques susceptibles d'être financées par des investisseurs. En outre, ils doivent explorer des solutions de marché innovantes telles que les conversions de dettes en investissement écologique ou l'allègement de la dette pour le financement de la lutte contre le changement climatique afin de stimuler les investissements du secteur privé et le financement à des conditions préférentielles.

Implications politiques

L'élaboration et la mise en œuvre de politiques cohérentes, ainsi que l'application des réglementations, pourraient renforcer les mécanismes d'adaptation habituels et réduire la vulnérabilité dans la région de l'UEMOA. Plus spécifiquement, les secteurs de l'agriculture, la foresterie et des autres utilisations des terres (AFAUT) devraient être prioritaires dans l'agenda du financement climatique. L'intégration du changement climatique dans les politiques et les budgets nationaux doit devenir une exigence, et il est urgent de mettre en place un financement transversal du changement climatique et du climat qui tienne compte des spécificités hommes - femmes.

Financé par



Ces ressources ont été financées par une aide du gouvernement du Royaume-Uni ; cependant, les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement la politique officielle du Royaume-Uni.